



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

|  |  |
|--|--|
| <p><b>Direction générale de la forêt et des affaires rurales</b></p> <p><b>Sous-direction de la forêt et du bois</b></p> <p>Bureau de la forêt et des territoires<br/><b>Adresse</b> : 19, avenue du Maine<br/>75732 PARIS CEDEX 15<br/><b>Suivi par</b> : Jean-Michel GILBERT<br/><b>Tél</b> : 01.49.55.60.74<br/><b>Fax</b> : 01.49.55.81.43</p> | <p><b>CIRCULAIRE</b></p> <p><b>DGFAR/SDFB/C2007-5064</b></p> <p><b>Date: 31 octobre 2007</b></p> |
|--|--|

Date de mise en application : immédiate  
**Annule la circulaire DGFAR/SDFB/C2005-5019 du 17 mai 2005.**

Date limite de réponse :  
📄 Nombre d'annexes : 2

Le Ministre de l'agriculture et de la pêche  
à  
M. le préfet de la zone de défense Sud (DPFM)  
Mmes et MM. les préfets de région (DRAF)  
Mmes et MM. les préfets de département (DDAF)

**Objet** : Conditions de financement, par des aides publiques (Programme 149 du budget de l'Etat), de projets d'investissements forestiers ou d'actions forestières, relatifs à la défense des forêts contre les incendies.

**Bases juridiques :**

- règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER),
- règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1698/2005,
- code forestier, notamment les articles L. 7, L. 321-5 et L. 321-6,
- décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement
- décret n° 2007-951 du 15 mai 2007 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,
- arrêté interministériel du 15 mai 2007 relatif aux subventions de l'Etat accordées en matière d'investissement forestier,
- décision de la commission européenne en date du 19 juillet 2007 approuvant le Plan de développement rural hexagonal pour la période de programmation 2007-2013.

**Résumé** : La présente circulaire précise les conditions d'octroi des aides publiques relatives aux projets d'investissements forestiers ou d'actions forestières de défense des forêts contre les incendies, ainsi que les bénéficiaires et les opérations éligibles.

**MOTS-CLES** : forêt, aide, investissement, protection, prévention, incendie de forêt.

## Destinataires

|   |   |
|---|---|
| <p><b>Pour exécution :</b><br/> <u>Préfet de la zone de défense Sud :</u><br/> <u>Préfets de région :</u><br/> <u>Préfets de département :</u><br/> <u>Sous-préfet délégué à la sécurité et à la</u><br/> <u>défense, chargé de la délégation à la</u><br/> <u>protection de la forêt méditerranéenne :</u><br/> <u>Directeurs régionaux de l'agriculture et de</u><br/> <u>la forêt ;</u><br/> <u>Directeurs départementaux de l'agriculture</u><br/> <u>et de la forêt.</u></p> | <p><b>Pour information :</b><br/> Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables (DPPR, DNP)<br/> Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales (DGA, DDSC)<br/> Directions régionales de l'environnement<br/> Centre national d'aménagement des structures d'exploitation agricole<br/> Office National des Forêts<br/> Association des régions de France<br/> Centre National Professionnel de la Propriété Forestière<br/> Directeurs des CRPF<br/> Fédération nationale des communes forestières de France<br/> Fédération des Forestiers Privés de France<br/> Union des coopératives forestières françaises<br/> Forêt Cellulose Bois construction Ameublement<br/> INRA<br/> CEMAGREF<br/> ENGREF<br/> Association régionale de DFCI d'Aquitaine</p> |
|---|---|

## SOMMAIRE

- 1 – Conditions générales d'éligibilité
  - 1.1. – Conditions d'octroi des aides
    - 1.1.1. – Zonage du risque d'incendie de forêt
    - 1.1.2. – Plans de protection des forêts contre les incendies
  - 1.2. – Bénéficiaires éligibles
  - 1.3. – Opérations éligibles
    - 1.3.1. – Mise en place d'instruments appropriés de prévention des incendies pour la protection des forêts – Mesure 226C du PDRH
    - 1.3.2. – Hors PDRH
  - 1.4. – Conditions relatives aux techniques
  - 1.5. – Sélection des dossiers et service instructeur
- 2. – Conditions particulières définies au plan régional

Annexe 1 : Classement des départements et régions au titre du règlement 2158 et au titre du code forestier

Annexe 2 : Etat d'avancement des PPFCl code forestier au 1<sup>er</sup> août 2007

# **INVESTISSEMENTS ET ACTIONS LIES A LA DEFENSE DES FORETS CONTRE LES INCENDIES (DFCI)**

La politique de protection de la forêt contre l'incendie vise prioritairement à diminuer le nombre d'éclosions de feux de forêt et à réduire les superficies forestières parcourues par le feu dans les régions à risque.

La mise en œuvre de cette politique passe par la création ou l'amélioration des systèmes de prévention qui doivent nécessairement s'inscrire dans le cadre d'une stratégie globale de protection des massifs forestiers contre l'incendie, définie et validée dans le plan départemental ou régional de protection des forêts contre les incendies.

La circulaire interministérielle DGFAR/SDFB/C2004-5007 du 26 mars 2004 relative aux plans de protection des forêts contre les incendies (PPFCI) précise les modalités d'élaboration de ces plans qui constituent le cadre de l'action publique en matière de prévention des incendies de forêt. Ces plans seront déclinés le cas échéant, par massif forestier, dans des documents qualifiés de plans de massif, et leurs préconisations intégrées dans les programmes des associations syndicales ayant des compétences en matière de DFCI et de leurs unions ainsi que dans les programmes des collectivités territoriales et de leurs groupements.

Les financements de l'Etat, y compris ceux du Conservatoire de la forêt méditerranéenne, peuvent être mobilisés à partir du budget général de l'Etat, programme 149, et faire éventuellement l'objet d'un cofinancement du FEADER et des collectivités territoriales, dans le cadre du plan de développement rural hexagonal (PDRH).

Le développement qui suit traite des aides publiques aux investissements de protection de la forêt contre l'incendie, fondées sur l'article L. 321-5 du code forestier, et des aides à certaines actions forestières, financées dans le cadre du PDRH. Il signale également les principaux investissements éligibles hors PDRH.

## **1 CONDITIONS GENERALES D'ELIGIBILITE**

---

### ***1.1 CONDITIONS D'OCTROI DES AIDES (Critères d'analyse d'opportunité du projet)***

#### ***1.1.1 Zonage du risque d'incendie de forêt***

Les aides concernent les départements et régions classés, au niveau national, en zone de risque d'incendie élevé ou moyen.

Ce classement repose actuellement sur celui du règlement (CEE) n° 2158/92. La liste des départements et régions concernés figure en annexe 1.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, les départements relevant de l'article L. 321-6 du code forestier seront considérés à risque élevé et les autres départements possédant des massifs forestiers classés en application de l'article L. 321-1 seront considérés à risque moyen.

Les aides sont attribuées, en priorité, dans les massifs forestiers des départements listés à l'article L. 321-6 du code forestier, à l'exclusion des massifs soumis à des risques faibles, ainsi que dans les massifs forestiers classés en application de l'article L. 321-1.

### 1.1.2 Plans de protection des forêts contre les incendies

Les opérations éligibles à une aide doivent s'inscrire dans le cadre du plan départemental ou régional de protection des forêts contre les incendies, pour les départements énumérés à l'article L. 321-6 du code forestier, ou d'un document en tenant lieu pour les autres départements. Ces plans doivent être établis en application des articles R. 321-15 à R. 321-25 du code forestier.

Les Plans de protection des forêts contre les incendies (PPFCI) seront considérés comme valides dans les conditions suivantes :

- PPFCI conformes au code forestier, déjà arrêtés par les préfets responsables ;
- PPFCI conformes au code forestier, totalement rédigés et au stade des consultations réglementaires préalables à l'arrêté du préfet ;
- Si le PPFCI établi conformément au code forestier est en cours de rédaction, le plan de référence sera l'ancien PPFCI élaboré au titre du règlement 2158 et mis à jour.

Les départements classés en risque élevé ou moyen d'incendie qui, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, ne disposeront pas d'un PPFCI conforme au code forestier, arrêté par le préfet, ne bénéficieront plus des aides relatives aux mesures de protection de la forêt contre l'incendie tant que cette condition de qualité du PPFCI n'aura pas été remplie.

### 1.1.3 Pérennité juridique des équipements

Les aides aux demandes d'équipement DFCI sur des terrains ne relevant pas du régime forestier seront prioritairement accordées au profit des opérations dont la pérennité juridique de l'affectation DFCI des emprises foncières nécessaires à sa construction et ensuite à son exploitation pour les besoins de la DFCI est garantie.

Toutefois en l'absence de cette garantie juridique préalable, ces projets particuliers d'équipement DFCI sont éligibles à une aide lorsqu'ils sont inclus dans un projet d'ensemble DFCI du massif forestier dont la mise en sécurité juridique est déjà programmée par le maître d'ouvrage de la DFCI conformément aux dispositions fixées dans le PPFCI ou dans le plan de massif qui en est dérivé.

En annexe 2 figure l'état d'avancement des PPFCI conformes au code forestier au 1<sup>er</sup> septembre 2007.

## 1.2 BÉNÉFICIAIRES ELIGIBLES

Les bénéficiaires peuvent être les propriétaires des fonds :

- propriétaires privés ainsi que leurs groupements ;
- collectivités territoriales et leurs groupements propriétaires de forêt ;
- Office national des forêts pour les forêts domaniales.

Toutefois, peuvent également être bénéficiaires les personnes morales de droit public et les associations syndicales ou leurs unions et fédérations (départementales ou régionales) ne détenant pas de droit de propriété sur les immeubles en cause, lorsqu'elles réalisent des opérations d'intérêt général. On s'assurera que les opérations menées et les engagements souscrits relèvent bien des compétences en matière de DFCI dont doivent disposer ces personnes morales, à savoir :

- pour les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ; compétences définies dans le code général des collectivités territoriales et les autres codes ;
- pour les associations syndicales libres, dans les statuts joints à la déclaration en préfecture (article 8 de l'ordonnance 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004) ;
- pour les associations syndicales autorisées et leurs unions, dans les statuts approuvés (articles 14, 15 et 47 de l'ordonnance 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004) ;
- pour les fédérations d'associations syndicales autorisées, dans les statuts et les textes applicables ;

- pour les autres personnes morales de droit public, dans les statuts et les textes applicables.

*N.B. Lorsque les associations syndicales demandent à intervenir en dehors de l'objet figurant dans leurs statuts elles ne peuvent en aucun cas être assimilées à une structure de regroupement et ne peuvent donc pas être bénéficiaires d'une aide.*

Pour ces bénéficiaires, le caractère d'intérêt général des opérations peut résulter notamment :

- de l'application des dispositions de l'article L. 321-5-1 du code forestier (servitude de passage et d'aménagement) ;
- de l'application des dispositions des trois derniers alinéas de l'article L. 321-6 du code forestier (déclaration d'utilité publique) ;
- de l'application des dispositions des articles L. 151-36 à 40 et R. 151-40 à 49 du code rural (déclaration d'intérêt général ou d'urgence) ;
- de conventions passées avec le propriétaire du terrain concerné (entre personnes morales de droit public) ;
- du statut relatif aux associations syndicales autorisées ;
- de la réalisation des formalités préalables pour les opérations de brûlage dirigé (articles L. 321-12 et R. 321-33 à 38 du code forestier).

La libre disposition des terrains ou immeubles supportant les travaux sera notamment attestée par le demandeur d'aide, par la preuve de la mise en œuvre de l'une des procédures réglementaires listées précédemment.

### **1.3 OPERATIONS ELIGIBLES**

Pour les opérations d'investissement, les coûts de maîtrise d'œuvre des travaux et les études préalables sont éligibles dans la limite de 12 % du montant total hors taxes des travaux.

La maîtrise d'œuvre peut notamment être confiée à un expert forestier, ou à un ingénieur ou un technicien :

- de l'Office national des forêts,
- d'une union ou d'une fédération d'associations syndicales autorisées compétente en matière de DFCI.

Il appartient au service instructeur de juger de l'opportunité de la prise en compte dans le devis estimatif éligible, des frais de maîtrise d'œuvre du projet par un ingénieur ou un technicien d'une autre structure publique ou privée compétente en matière de DFCI.

#### **1.3.1 Mise en place d'instruments appropriés de prévention des incendies pour la protection des forêts - Mesure 226C du PDRH**

- a) actions d'animation et d'information indispensables à la mise en œuvre de la mesure, notamment campagnes d'information du public et des professionnels ;
- b) actions de formation, notamment formations au brûlage dirigé et à l'incinération ;
- c) projets de démonstration portant sur la fiabilité des techniques et des technologies de prévention et de surveillance ;
- d) création et mise aux normes des routes et pistes de DFCI (y compris ouvrages de franchissement, réseaux d'assainissement, signalisation, barrières) ; le débroussaillage des surfaces latérales de sécurité est également éligible ;
- e) création et mise aux normes des points d'eau (retenue, forage, captage, citerne fixe ou mobile) ; la signalisation et le débroussaillage des surfaces périphériques de sécurité sont également éligibles ;

- f) création ou amélioration de systèmes de surveillance fixes (dont tours de guet et vigies, y compris débroussaillage de sécurité et signalisation) pour observateurs humains ou systèmes automatiques d'observation ;
- g) formalités administratives destinées à assurer la pérennité juridique des ouvrages de prévention et de surveillance, notamment : application des dispositions de l'article L. 321-5-1 du code forestier (servitude de passage et d'aménagement), de l'article L. 321-6 du code forestier (déclaration d'utilité publique), des articles L. 151-36 à 40 et R. 151-40 à 49 du code rural (déclaration d'intérêt général ou d'urgence) ;

Les aides à la création des ouvrages de prévention et de surveillance (routes, pistes, points d'eau, tours de guet, vigies) seront accordées **prioritairement** aux équipements dont la pérennité juridique est garantie :

soit par la pleine propriété des emprises dans des forêts publiques relevant du régime forestier et disposant d'un document d'aménagement forestier où figure l'usage DFCL de ces équipements,

soit par l'application prévue dans le projet de demande d'aide des dispositions évoquées au chapitre 1.2 pour les opérations à caractère d'intérêt général.

- h) matériel de surveillance et de communication, dont acquisition et mise en place de stations météorologiques dédiées à la prévention des incendies, d'installations de détection automatique des orages et de leurs manifestations ainsi que des équipements de transmission nécessaires aux transferts d'information et à l'alerte ; acquisition de matériels mobiles de communication radio ;
- i) création de coupures de combustibles cloisonnant les massifs forestiers (y compris signalisation), à l'exclusion des coupures éligibles aux aides agricoles ; l'entretien des coupures de combustible qui ne peuvent pas bénéficier des mesures agroenvironnementales peut être aidé pendant 5 ans ;
- j) opérations de cartographie des zones à risque et constitution de bases de données descriptives et géoréférencées des équipements de prévention et de surveillance ; le projet devra prévoir la passation d'une convention entre les partenaires précisant les droits et obligation de chacun, notamment en matière de propriété et d'échange des données ;
- k) opérations de sylviculture préventive dont :
  - a. éclaircie des peuplements denses très combustibles dans les 15 départements de la zone méditerranéenne, dans un double objectif de diminuer leur combustibilité et de favoriser la mobilisation des bois ;
  - b. élagage et broyage des rémanents après éclaircie ;
- l) réduction de la biomasse combustible, notamment par brûlage dirigé destiné à l'ouverture du milieu ou à la mise en auto-protection des peuplements forestiers.

#### 1.3.2 Hors PDRH :

- a) acquisition par l'Etat, l'Office national des forêts, les collectivités territoriales ou leurs groupements, les associations syndicales autorisées ou leurs unions et fédérations, de matériels nécessaires à la surveillance des forêts ou d'engins de travaux publics nécessaires aux chantiers d'équipement de PFCI. Une liste des matériels éligibles à une aide pourra être établie au niveau zonal ou régional. Sont notamment visés les équipements des unités de forestiers-sapeurs en zone méditerranéenne, prévus par les conventions conclues entre l'Etat et les départements, ainsi que les équipements des unités d'ouvriers forestiers

rapatriés d'Afrique du Nord (OFRAN) et d'auxiliaires de protection de la forêt méditerranéenne (APFM) employés par l'Office national des forêts. Ces matériels pourront faire l'objet d'une mise à disposition des maîtres d'ouvrage ou des maîtres d'œuvre des opérations correspondantes dans le cadre de conventions passées entre ceux-ci et l'Etat ;

- b) construction ou amélioration, par l'Etat ou l'Office national des forêts, des locaux de service nécessaires aux personnels et aux matériels de protection de la forêt méditerranéenne (OFRAN et APFM) ;
- c) participation de l'Etat aux investissements en matière de développement des bases de données géoréférencées, à l'exclusion des opérations susceptibles de pouvoir bénéficier d'une aide du Conservatoire de la forêt méditerranéenne (CFM) ;
- d) participation de l'Etat à l'acquisition de petits matériels et équipements pédagogiques de centres de formation DFCE agréés, à l'exclusion des opérations susceptibles de pouvoir bénéficier d'une aide du Conservatoire de la forêt méditerranéenne (CFM) .

N.B. : les travaux forestiers (débroussaillage, nettoyage des coupes après exploitation...) résultant d'obligations légales et réglementaires au titre de la protection des forêts contre les incendies (articles L. 322-1-1 et L. 322-3 à L. 322-8 du code forestier) sont exclus du bénéfice des aides.

#### **1.4 CONDITIONS RELATIVES AUX TECHNIQUES**

Les ouvrages relatifs à la protection de la forêt contre l'incendie ont fait l'objet d'une normalisation :

- pour la zone méditerranéenne ; ces normes sont définies par un document réalisé par la préfecture de la Zone de défense Sud ;
- pour le massif des landes de Gascogne ; ces normes sont définies par un document régional.

Il appartient au préfet de s'assurer que les opérations proposées sont conformes aux règles de normalisation en vigueur.

#### **1.5 SELECTION DES DOSSIERS ET SERVICE INSTRUCTEUR**

La Commission Européenne a rappelé les principes devant présider à la sélection des dossiers :

- Transparence des critères de sélection,
- Equité de traitement entre les bénéficiaires,
- Partenariat entre les acteurs du programme,
- Ciblage des priorités afin de garantir l'effet de levier des aides.

Afin de répondre à ces prescriptions, la circulaire du Premier ministre du 13 avril 2007 relative au suivi, à la gestion et au contrôle des programmes cofinancés par les différents fonds communautaires, dont le FEADER, confie au préfet l'organisation des travaux d'un comité de programmation en ce qui concerne la sélection des opérations. Elle prévoit notamment que celui-ci pourra s'appuyer sur des formations thématiques à qui il appartiendra de prononcer un avis en opportunité sur les projets.

Les éléments se rapportant à l'appréciation qualitative des projets doivent par conséquent se traduire selon des critères à déterminer au sein du comité de programmation des opérations prévu au point 4 de l'annexe III de la circulaire du 13 avril 2007 précitée.

L'instruction du dossier est assurée par la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (service en charge de la forêt). La décision d'attribution est prise par le préfet de département (direction départementale de l'agriculture et de la forêt).

Les aides sont imputées sur le programme 149 du budget du ministère de l'agriculture et de la pêche, sous actions 41 et 42 (nomenclature 2007).

La procédure à suivre est décrite dans le manuel de procédures du dispositif (à venir).

## **2 CONDITIONS PARTICULIERES DEFINIES AU PLAN REGIONAL**

---

Les adaptations régionales des conditions techniques et financières de mise en œuvre des opérations éligibles à une aide seront, le cas échéant, arrêtées par le préfet de région, après consultation de la Commission régionale de la forêt et des produits forestiers (CRFPF) en fonction des priorités et des programmes d'actions définis dans les PPFCl et dans les Orientations régionales forestières (ORF).

Lorsque les actions sont susceptibles d'être financées par les crédits du CFM, le projet d'arrêté régional sera soumis, pour avis, au préfet de la zone de défense Sud.

Compte tenu de la complexité des opérations éligibles, les barèmes régionaux sont interdits, les travaux sont exclusivement réalisables sur devis à l'exclusion des forfaits.

**L'attention des services est appelée sur la nécessité d'informer les bénéficiaires potentiels des aides, en particulier les associations syndicales et leurs unions, ainsi que les collectivités territoriales et leurs groupements, des engagements et des contrôles imposés par la mise en œuvre du règlement concernant le soutien au développement rural par le FEADER.**

Vous me ferez part, sous le présent timbre, des difficultés liées à l'application de la présente circulaire.

Le directeur général de la forêt et des  
affaires rurales

Alain MOULINIER



Annexe 1 : Classement des départements et régions au titre du règlement 2158 et au titre du code forestier.

| Région            | Département           | n° | 2158/92 | Code For  | PPFCI |
|-------------------|-----------------------|----|---------|-----------|-------|
| Alsace            | Bas-Rhin              | 67 |         |           |       |
|                   | Haut-Rhin             | 68 |         |           |       |
| Aquitaine         | Dordogne              | 24 | Elevé   | L. 321-6  | Oui*  |
|                   | Gironde               | 33 | Elevé   | L. 321-6  | Oui*  |
|                   | Landes                | 40 | Elevé   | L. 321-6  | Oui*  |
|                   | Lot-et-Garonne        | 47 | Elevé   | L. 321-6  | Oui*  |
|                   | Pyrénées-Atlantiques  | 64 | Elevé   | L. 321-6  | Oui*  |
| Auvergne          | Allier                | 3  |         |           |       |
|                   | Cantal                | 15 |         |           |       |
|                   | Haute-Loire           | 43 |         |           |       |
|                   | Puy-de-Dôme           | 63 |         |           |       |
| Bourgogne         | Côte-d'Or             | 21 |         |           |       |
|                   | Nièvre                | 58 |         |           |       |
|                   | Saône-et-Loire        | 71 |         |           |       |
|                   | Yonne                 | 89 |         |           |       |
| Bretagne          | Côtes-d'Armor         | 22 | Moyen   |           |       |
|                   | Finistère             | 29 | Moyen   |           |       |
|                   | Ille-et-Vilaine       | 35 | Moyen   | L. 321-1  |       |
|                   | Morbihan              | 56 | Moyen   | L. 321-1* |       |
| Centre            | Cher                  | 18 | Moyen   |           | Oui*  |
|                   | Eure-et-Loir          | 28 |         |           |       |
|                   | Indre                 | 36 |         |           |       |
|                   | Indre-et-Loire        | 37 | Moyen   | L. 321-1  | Oui   |
|                   | Loir-et-Cher          | 41 | Moyen   |           | Oui*  |
|                   | Loiret                | 45 | Moyen   |           | Oui*  |
| Champagne-Ardenne | Ardennes              | 8  |         |           |       |
|                   | Aube                  | 10 |         |           |       |
|                   | Marne                 | 51 |         |           |       |
|                   | Haute-Marne           | 52 |         |           |       |
| Corse             | Corse-du-Sud          | 2A | Elevé   | L. 321-6  | Oui   |
|                   | Haute-Corse           | 2B | Elevé   | L. 321-6  | Oui   |
| Franche-Comté     | Doubs                 | 25 |         |           |       |
|                   | Jura                  | 39 |         | L. 321-1  |       |
|                   | Haute-Saône           | 70 |         |           |       |
|                   | Territoire de Belfort | 90 |         |           |       |
| Ile-de-France     | Paris                 | 75 |         |           |       |
|                   | Seine-et-Marne        | 77 | Moyen   | L. 321-1  |       |
|                   | Yvelines              | 78 |         | L. 321-1  |       |
|                   | Essonne               | 91 |         | L. 321-1  |       |

|                      |                     |    |       |          |      |
|----------------------|---------------------|----|-------|----------|------|
|                      | Seine-Saint-Denis   | 92 |       |          |      |
|                      | Hauts-de-Seine      | 93 |       |          |      |
|                      | Val-de-Marne        | 94 |       |          |      |
|                      | Val-d'Oise          | 95 |       | L. 321-1 |      |
| Languedoc-Roussillon | Aude                | 11 | Elevé | L. 321-6 | Oui* |
|                      | Gard                | 30 | Elevé | L. 321-6 | Oui  |
|                      | Hérault             | 34 | Elevé | L. 321-6 | Oui  |
|                      | Lozère              | 48 | Elevé | L. 321-6 | Oui  |
|                      | Pyrénées-Orientales | 66 | Elevé | L. 321-6 | Oui  |
| Limousin             | Corrèze             | 19 | Moyen |          |      |
|                      | Creuse              | 23 | Moyen |          |      |
|                      | Haute-Vienne        | 87 | Moyen |          |      |
| Lorraine             | Meurthe-et-Moselle  | 54 |       |          |      |
|                      | Meuse               | 55 |       |          |      |
|                      | Moselle             | 57 |       |          |      |
|                      | Vosges              | 88 |       |          |      |
| Midi-Pyrénées        | Ariège              | 9  | Elevé | L. 321-6 | Oui* |
|                      | Aveyron             | 12 | Elevé | L. 321-6 | Oui  |
|                      | Haute-Garonne       | 31 | Elevé | L. 321-6 | Oui  |
|                      | Gers                | 32 |       | L. 321-6 |      |
|                      | Lot                 | 46 | Elevé | L. 321-6 | Oui* |
|                      | Hautes-Pyrénées     | 65 | Elevé | L. 321-6 | Oui  |
|                      | Tarn                | 81 | Elevé | L. 321-6 | Oui* |
|                      | Tarn-et-Garonne     | 82 |       | L. 321-6 |      |
| Nord-Pas-de-Calais   | Nord                | 59 |       |          |      |
|                      | Pas-de-Calais       | 62 |       |          |      |
| Basse-Normandie      | Calvados            | 14 |       |          |      |
|                      | Manche              | 50 |       |          |      |
|                      | Orne                | 61 |       |          |      |
| Haute-Normandie      | Eure                | 27 |       | L. 321-1 |      |
|                      | Seine-Maritime      | 76 |       |          |      |
| Pays-de-la-Loire     | Loire-Atlantique    | 44 |       |          |      |
|                      | Maine-et-Loire      | 49 | Moyen |          |      |
|                      | Mayenne             | 53 |       |          |      |
|                      | Sarthe              | 72 | Moyen |          |      |
|                      | Vendée              | 85 |       |          |      |
| Picardie             | Aisne               | 2  |       |          |      |
|                      | Oise                | 60 |       |          |      |
|                      | Somme               | 80 |       |          |      |
| Poitou-Charentes     | Charente            | 16 | Elevé | L. 321-6 | Oui  |
|                      | Charente-Maritime   | 17 | Elevé | L. 321-6 | Oui  |
|                      | Deux-Sèvres         | 79 | Moyen | L. 321-6 | Oui  |

|                            |                         |    |         |          |      |
|----------------------------|-------------------------|----|---------|----------|------|
|                            | Vienne                  | 86 | Moyen   | L. 321-6 | Oui  |
| Provence-Alpes-Côte-d'Azur | Alpes-de-Haute-Provence | 4  | Elevé   | L. 321-6 | Oui  |
|                            | Haute-Alpes             | 5  | Elevé   | L. 321-6 | Oui  |
|                            | Alpes-Maritimes         | 6  | Elevé   | L. 321-6 | Oui* |
|                            | Bouches-du-Rhône        | 13 | Elevé   | L. 321-6 | Oui* |
|                            | Var                     | 83 | Elevé   | L. 321-6 | Oui* |
|                            | Vaucluse                | 84 | Elevé   | L. 321-6 | Oui  |
| Rhône-Alpes                | Ain                     | 1  |         |          |      |
|                            | Ardèche                 | 7  | Elevé   | L. 321-6 | Oui  |
|                            | Drôme                   | 26 | Elevé   | L. 321-6 | Oui  |
|                            | Isère                   | 38 | (Moyen) | L. 321-1 | Oui* |
|                            | Loire                   | 42 |         |          |      |
|                            | Rhône                   | 69 |         |          |      |
|                            | Savoie                  | 73 |         |          |      |
|                            | Haute-Savoie            | 74 |         |          |      |
| Guadeloupe                 |                         |    |         |          |      |
| Guyane                     |                         |    |         |          |      |
| Martinique                 |                         |    |         |          |      |
| Réunion                    |                         |    |         |          | Oui* |

\* procédure en cours au 1<sup>er</sup> septembre 2007.

Annexe 2 : Etat d'avancement des PFFCI code forestier au 1<sup>er</sup> septembre 2007.

**Zone méditerranéenne L. 321-6**

| Région                     | Département             | n° | Avancement   | Date arrêté |
|----------------------------|-------------------------|----|--------------|-------------|
| Corse                      | Corse-du-Sud            | 2A | Terminé      | 16/03/2006  |
|                            | Haute-Corse             | 2B | Terminé      | 16/03/2006  |
| Languedoc-Roussillon       | Aude                    | 11 | Consultation |             |
|                            | Gard                    | 30 | Terminé      | 27/12/2005  |
|                            | Hérault                 | 34 | Terminé      | 05/01/2006  |
|                            | Lozère                  | 48 | Terminé      | 07/03/2006  |
|                            | Pyrénées-Orientales     | 66 | Terminé      | 03/05/2006  |
| Provence-Alpes-Côte-d'Azur | Alpes-de-Haute-Provence | 4  | Terminé      | 07/02/2007  |
|                            | Haute-Alpes             | 5  | Terminé      | 12/09/2006  |
|                            | Alpes-Maritimes         | 6  | En cours     |             |
|                            | Bouches-du-Rhône        | 13 | En cours     |             |
|                            | Var                     | 83 | En cours     |             |
|                            | Vaucluse                | 84 | Consultation |             |
| Rhône-Alpes                | Ardèche                 | 7  | Terminé      | 19/02/2007  |
|                            | Drôme                   | 26 | Terminé      | 23/08/2007  |

**Hors zone méditerranéenne L. 321-6**

| Région           | Département          | n°                          | Avancement                  | Date arrêté |
|------------------|----------------------|-----------------------------|-----------------------------|-------------|
| Aquitaine        | Dordogne             | 24                          | En cours                    |             |
|                  | Gironde              | 33                          | En cours                    |             |
|                  | Landes               | 40                          | En cours                    |             |
|                  | Lot-et-Garonne       | 47                          | En cours                    |             |
|                  | Pyrénées-Atlantiques | 64                          | En cours                    |             |
| Midi-Pyrénées    | Ariège               | 9                           | En cours                    |             |
|                  | Aveyron              | 12                          | Terminé                     | 08/02/2007  |
|                  | Haute-Garonne        | 31                          | Terminé                     | 25/09/2006  |
|                  | Gers                 | 32                          | Pas de plan (risque faible) |             |
|                  | Lot                  | 46                          | En cours                    |             |
|                  | Hauts-Pyrénées       | 65                          | Terminé                     | 02/07/2007  |
|                  | Tarn                 | 81                          | Consultation                |             |
| Tarn-et-Garonne  | 82                   | Pas de plan (risque faible) |                             |             |
| Poitou-Charentes | Charente             | 16                          | Terminé                     | 22/02/2007  |
|                  | Charente-Maritime    | 17                          | Terminé                     | 29/12/2006  |
|                  | Deux-Sèvres          | 79                          | Terminé                     | 29/01/2007  |
|                  | Vienne               | 86                          | Terminé                     | 01/06/2007  |

**Hors L.321-6**

| Région   | Département     | n° | Avancement | Date arrêté |
|----------|-----------------|----|------------|-------------|
| Bretagne | Côtes-d'Armor   | 22 | En cours   |             |
|          | Finistère       | 29 | En cours   |             |
|          | Ille-et-Vilaine | 35 | En cours   |             |
|          | Morbihan        | 56 | En cours   |             |

|             |                |    |          |            |
|-------------|----------------|----|----------|------------|
| Centre      | Cher           | 18 | En cours |            |
|             | Indre-et-Loire | 37 | Terminé  | 01/07/2005 |
|             | Loir-et-Cher   | 41 | En cours |            |
|             | Loiret         | 45 | En cours |            |
| Rhône-Alpes | Isère          | 38 | En cours |            |
| Réunion     |                |    | En cours |            |